

Saint-Nazaire. Pollution de l'air : les associations interpellent les candidats aux législatives

[Presse Océan](#) Nicolas DAHERON. Publié le 16/05/2022 à 08h04

Dans un courrier daté du 11 mai 2022, les associations soumettent leurs propositions pour que les questions de santé environnementale pèsent dans la campagne.



Avec plusieurs industries classées Seveso seuil haut, le bassin nazairien est très exposé. | PHOTO ARCHIVES PO

Le sujet est sensible dans un bassin nazairien indissociable de son industrie. [En 2017, un diagnostic santé mettait en lumière une surmortalité de 28 % liée aux cancers dans l'agglomération.](#) Vouloir attester ces données en les résumant aux seuls comportements individuels, alcool et cigarette, est un argument qui a fait long feu , rappellent les associations mobilisées sur le dossier. Elles ont décidé d'interpeller les candidats aux élections législatives dans un courrier signé de l'ADZRP (Association dongeois des zones à risques et du PPRT), l'Association des habitants du village de Gron Montoir, l'Association Vivre à Méan-Penhoët (Vamp) et la Ligue des droits de l'homme.

« Mobiliser les grands industriels »

Une missive dans laquelle les signataires soumettent un panel de propositions pouvant être intégrées aux programmes des candidats. En substance, elles demandent d'intégrer la santé environnementale dans l'activité économique et

industrielle . Les associations jugent ainsi nécessaire de mobiliser les grands industriels pour mettre en place un réseau de mesures permanentes afin de connaître au plus tôt les concentrations de polluants dangereux et que ces mêmes polluants soient mesurés et réduits d'année en année . Elles demandent en outre plus de contrôles, que les dérogations à la réglementation soient exceptionnelles et les sanctions dissuasives .

Étude de zone

Pour ces associations, la prévention santé passe aussi par la mise en place de purificateurs d'air dans les établissements recevant du jeune public , et une meilleure connaissance des sources industrielles émettrices de polluants .

Les signataires indiquent que nombre d'élus locaux ou départementaux ont pu juger de la pertinence de nos demandes . Elles rappellent qu'elles [« continuent à œuvrer au sein de l'étude de zone tout en cherchant à accélérer son déroulement »](#) .